

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**  
Affaire suivie par : OC  
Dossier n°2026-201-MED

Marseille, le **29 MAI 2026**

**Arrêté n°2026-201-MED portant mise en demeure de la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS  
dans le cadre de l'exploitation de son usine de fabrication de noir de carbone de Berre-l'Étang**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 7 mai 2026 portant nomination de monsieur Romain DELMON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 fixant des prescriptions complémentaires à la société ORION ENGINEERED CARBONS FRANCE applicables à son usine de fabrication de noir de carbone de Berre-l'Étang ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2024-223-MED du 20 janvier 2025 portant mise en demeure de la société ORION ENGINEERED CARBONS de respecter les prescriptions applicables à son usine de fabrication de noir de carbone de Berre-l'Étang ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 8 avril 2026 relatif à sa visite du 19 mars 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS est régulièrement autorisée à exploiter une usine de fabrication de noir de carbone à Berre-l'Étang ;

**CONSIDÉRANT** que par l'arrêté préfectoral n°2024-223-MED du 20 janvier 2025, dans son article 1, la société a été mise en demeure de respecter « les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en arrêtant le torchage en continu des gaz de queue sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté et selon le calendrier suivant :

- réalisation d'une étude technico-économique permettant de définir la méthode à mettre en œuvre pour récupérer les gaz de queue sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmission du calendrier des travaux de mise en conformité sous cinq mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- mise en œuvre de la solution technique retenue pour récupérer les gaz de queue sous dix mois à compter de la notification du présent arrêté » ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection de l'environnement a procédé le 19 mars 2026 à une visite du site au cours de laquelle ont été constatés les faits suivants :

- les gaz de queue sont brûlés en continu à la torche ;
- l'exploitant a présenté une étude de faisabilité pour l'arrêt du torchage en continu réalisée par la société ARTELIA, dont la conclusion n'a pas été retenue pour des raisons financières ;
- l'exploitant a également présenté deux études réalisées par la société LAPTEC pour transformer la torche en chambre de combustion, pour lesquelles les solutions étudiées sont inefficaces ;
- une troisième étude pour transformer la torche en chambre de combustion par la société LAPTEC est en cours, dont les résultats sont attendus pour fin mars 2026 ;
- l'exploitant a mandaté la société APAVE pour réaliser un porté à connaissance sur la solution technique retenue ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des études réalisées ne permettent pas de répondre dans les délais impartis à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2024-223-MED du 20 janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les constats établis lors de l'inspection du 19 mars 2026 caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 1 de la mise en demeure du 20 janvier 2025 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** toutefois, que la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS a engagé des actions pour respecter les dispositions susvisées de l'arrêté de mise en demeure du 20 janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les délais de mise en conformité prescrits à l'article 1 de la mise en demeure du 20 janvier 2025 sont arrivés à échéance ;

**CONSIDÉRANT** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi par courriel du 16 avril 2026 du rapport de l'inspection de l'environnement du 8 avril 2026 et du projet d'arrêté de mise en demeure proposé au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les observations formulées par l'exploitant dans son courriel du 7 mai 2026, conduisant à modifier la mise en demeure initialement proposée ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS de respecter, sous de nouveaux délais, les prescriptions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts définis à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Abrogation**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2024-223-MED du 20 janvier 2025 est abrogé.

## Article 2 - Mise en demeure

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société ORION ENGINEERED CARBONS SAS, exploitant une usine de fabrication de noir de carbone sur la commune de Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-314-PC du 10 juillet 2023 susvisé, en arrêtant le torchage en continu des gaz de queue **sous un an à compter de la notification du présent arrêté** et selon le calendrier suivant :

- réalisation et transmission d'une étude permettant de définir la méthode à mettre en œuvre pour traiter les gaz de queue **sous six mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- mise en œuvre de la solution technique retenue pour traiter les gaz de queue **dans un délai d'un an** après validation de cette solution par l'inspection de l'environnement.

## Article 3 - Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, il sera fait application des sanctions prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## Article 4 - Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

## Article 5 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 6 - Exécution

-Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,  
-Le sous-préfet d'Istres,  
-Le maire de Berre-l'Etang,  
-Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
-Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,  
et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Romain DELMON

